

Dix personnalités politiques africaines décédées en 2020

Voice of America, le 27 décembre 2020 Plusieurs personnalités politiques africaines ayant marqué l'histoire de leurs pays et du continent sont décédées en 2020. 1. Hosni Mubarak (Égypte) Mort le 25 février 2020, celui que l'on a surnommé le "Raïs" égyptien avait connu une descente aux enfers depuis que la rue l'a forcé à la démission le 11 février 2011, à la faveur du "Printemps arabe".

Il est décédé à l'hôpital militaire Galaa, au Caire, à l'âge de 91 ans, après une série d'hospitalisations, d'emprisonnement et ses procès pour corruption et pour la répression du soulèvement populaire. Il a certes été acquitté après avoir été condamné en première instance, mais sa santé est restée fragile jusqu'à sa mort. 2. Pierre Nkurunziza (Burundi) Pierre Nkurunziza est mort le 9 juin 2020 à l'âge de 55 ans d'un arrêt cardiaque, selon un communiqué du gouvernement. Ancien chef rebelle, M. Nkurunziza est devenu président en 2005. Il a remporté un second mandat en 2010 et s'est représenté à nouveau en 2015, provoquant un tollé. Pour les élections de 2020, le président Nkurunziza n'a pas présenté sa candidature. Il a soutenu le candidat de son parti, le général la retraite Evariste Ndayishimiye, qui a été élu président. La mort prématurée de l'ancien président a ébranlé le pays. Son rival de longue date, Agathon Rwasa a critiqué le livre de condoléances. On attribue au président Nkurunziza la pacification du Burundi et le lancement de projets d'infrastructures clés. 3. Amadou Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire) Le décès, le 8 juillet 2020, de l'ancien premier ministre ivoirien, a eu un impact politique à l'intérieur et au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire. Alors que le président Ouattara avait annoncé qu'il n'allait pas se présenter pour un troisième mandat, la mort de celui qui devait porter les couleurs du RHDP à la présidentielle d'octobre a poussé le chef de l'État à revenir sur sa parole. Amadou Gon Coulibaly, compagnon de longue date et confident de M. Ouattara, mort à l'âge de 61 ans, a été enterré le 17 juillet dans son fief de Korhogo, dans le nord ivoirien. 4. Zindzi Mandela (Afrique du Sud) L'ambassadrice Zindzi Mandela, la plus jeune fille du premier président noir sud-africain Nelson Mandela, est décédée le 13 juillet à l'âge de 59 ans dans l'hôpital de Johannesburg. En 1985, devant des dizaines de milliers de personnes réunies dans un stade du township de Soweto, haut lieu de la résistance au régime raciste, la jeune Zindzi avait lu un discours de son père, alors en prison, dans lequel il rejetait la proposition du président de l'époque P.W. Botha de se libérer sous condition. Zindzi Mandela avait été nommée en 2015 ambassadrice de l'Afrique du Sud au Danemark et devait ensuite prendre ses fonctions d'ambassadrice au Liberia. 5. Pascal Lissouba (République du Congo) L'ancien président de la République du Congo est décédé le 24 août 2020 à Perpignan, en France. Il avait 88 ans. Élu à l'issue du premier scrutin pluraliste du pays en 1992, il a été renversé cinq ans plus tard, en 1997, à l'issue de cinq mois de combats entre ses hommes et ceux de Denis Sassou Nguesso. Ce dernier reprend donc le pouvoir qu'il avait perdu suite aux élections de 1992 ayant précédé la Conférence nationale. Les combats ont fait des milliers de morts. M. Lissouba s'est exilé en France et condamné dans son pays pour "haute trahison" et "complot". 6. Amadou Toumani Touré (Mali) Amadou Toumani Touré est l'exemple d'un autre officier qui a troqué le kaki pour des habits civils. Cet ancien général de l'armée malienne est mort le 11 novembre 2020 en Turquie. Il avait 72 ans. ATT, comme on l'appelait, avait mis fin au régime de Moussa Traoré qui avait violemment réprimé des manifestations pro-démocratie en 1991. Puis ATT a organisé une transition, rendu le pouvoir à un président démocratiquement élu, Alpha Oumar Konaré, en 1992. Amadou Toumani Touré est revenu au pouvoir après avoir été élu en 2002, réélu en 2007. Son régime a été renversé par un coup d'État en 2012 dirigé par Amadou Haya Sanogo, à quelques mois de la fin de son second et dernier mandat. Les putschistes avaient provoqué la dégradation de la situation sécuritaire dans le nord. Il s'est exilé au Sénégal avant de retourner dans son pays. 7. Jerry Rawlings (Ghana) L'ancien dirigeant ghanéen est mort le 12 novembre 2020 à l'âge de 73 ans. Cet ancien officier de l'armée, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1979, puis en 1981, est pourtant considéré comme la démocratie ghanéenne. Sa transition vers un pouvoir civil a été saluée comme un exemple de démocratisation russe. Il a quitté le pouvoir en 2000, après deux mandats en tant que président civil. 8. Sidi Ould Cheikh Abdallahi (Mauritanie) Premier président démocratiquement élu de Mauritanie, Sidi Ould Cheikh Abdallahi est décédé le 22 novembre. Vainqueur de la présidentielle de mars 2007, il prend le pouvoir en avril mais il est renversé par un putsch le 6 août 2008. Homme pondéré, réputé pieux, il était un membre d'une branche saignale de la confrérie des Tijaniens. Ancien ministre sous le premier président Moktar Ould Daddah (1960-1978) et plus tard sous Maaouiya Ould Sidi Ahmed Taya (1984-2005), Sidi Ould Cheikh Abdallahi a été aussi conseiller économique du gouvernement du Koweït. 9. Mamadou Tandja (Niger) L'ancien président nigérien Mamadou "Baba" Tandja est décédé le 24 novembre. Ancien militaire, Baba Tandja avait dirigé le Niger de 1999 à 2010. Bien avant, il avait participé au putsch contre le président Diouri Hamani au profit du général Seyni Kountché (mort au pouvoir en 1987). À partir de 1999, M. Tandja a dirigé un gouvernement civil qui a remplacé une junte militaire de courte durée. Mais après avoir changé la constitution pour tenter de s'accrocher au pouvoir 10 ans plus tard, il a été renversé par l'armée en février 2010, ouvrant la voie à Mahamadou Issoufou pour revendiquer la présidence lors des élections de 2011. 10. Pierre Buyoya (Burundi) L'ancien président du Burundi Pierre Buyoya est décédé le 17 décembre 2020, à Paris en France, à l'âge de 71 ans, des suites de la maladie Covid-19. Le major Buyoya fait sa carrière dans l'armée avant de devenir président en 1987 à la suite d'un coup d'État contre Jean-Baptiste Bagaza. Pendant son premier mandat, il s'emploie à ouvrir l'espace démocratique au Burundi, un processus qui débouche en 1993 sur l'élection à la tête du pays de Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu du pays. Pierre Buyoya revient au pouvoir après un coup d'État en 1996. Il préside aux destinées du Burundi jusqu'à sa démission en 2003. En 2000, il signe les accords d'Arusha visant à mettre fin à la guerre civile ayant tué environ 300 000 personnes entre 1993 et 2006. Reconverti en diplomatie, Pierre Buyoya a été l'envoyé spécial de l'Union africaine au Mali et au Sahel de 2012 à novembre 2020. Il avait démissionné de ce poste fin novembre après avoir été condamné à la réclusion perpétuelle au Burundi.